

## **R4 : Combattre l'oppression des femmes – renverser le capitalisme ! Pour une grande manifestation nationale unie le 11 mars 2023.**

*Résolution à l'intention de l'AA du 19 février 2022*

Dépositaires : Naomi Brot (JUSO Thurgau), Beat Schenk (JUSO Thurgau), Sereina Weber (JUSO Genf), Kevin Wolf (JUSO Stadt Bern), Dersu Heri (JUSO Stadt Bern), Sarah Baumann (JUSO Stadt Bern), Michael Wepf (JUSO Basel-Stadt), Quinn Binotto (JUSO Thurgau), Elisa Novak (JUSO Thurgau)

Sous l'étiquette du féminisme, on détourne aujourd'hui la lutte révolutionnaire pour la libération des femmes et contre l'oppression pour vendre de la pacotille et pour que les politicienn·nes de droite puissent aller à la pêche aux voix avec des roses - tout en augmentant en même temps l'âge de la retraite des femmes. Nous défendons les véritables traditions de la journées internationale de lutte des femmes : depuis le début du XXe siècle, les socialistes ont défendu cette partie de la classe ouvrière multiples fois opprimée, et ont instauré une journée mondiale de lutte. Nous devons aujourd'hui de nouveau défendre cette tradition. Il faut des solutions révolutionnaires et socialistes pour venir définitivement à bout de l'oppression. Et c'est possible ! (Voir le motif)

La JS porte une responsabilité politique à cet égard. Dans les luttes existantes, nous devons défendre une ligne correcte et efficace. La JS défend la lutte unie de tous·tes les opprimé·es et la révolution.

### **Il est grand temps de lancer une riposte unie !**

Les capitalistes se lancent à l'attaque des salarié·es, et particulièrement des femmes et des minorités sexuelles et de genre : âge de la retraite des femmes, sabotage de l'initiative sur les soins infirmiers, initiatives anti-avortement de l'UDC, etc.

La question est de savoir comment unir une classe ouvrière divisée et fortement influencée par les idées bourgeoises réactionnaires, afin de pouvoir passer à l'offensive. Pour ce faire, nous ne pouvons passer à côté de questions importantes pour des parties spécialement opprimées des classes. Nous devons trouver des solutions communes et les mettre en œuvre ensemble, quoi qu'il en coûte !

Nous ne pourrons vaincre qu'ensemble. Mais dans la lutte commune - et là seulement - il est également possible de lutter contre les préjugés et les idées fausses dans notre propre classe, chez nos camarades, collègues et ami·es.

Nous menons la lutte contre le chauvinisme et les préjugés dans notre propre classe en même temps que la lutte contre les autres idées bourgeoises, par exemple l'idée

que nos problèmes dans le capitalisme peuvent être résolus par des réformes ou que le changement "des consciences" est une solution. Les idées oppressives ne seront vaincues que si nous surmontons les conditions matérielles oppressives qui génèrent ces idées. Dans les luttes, nous devons convaincre les gens d'un programme politique concret :

- Nous luttons pour des mesures qui réduisent la dépendance matérielle des femmes aux hommes (à leurs époux), et de manière générale des parties de la classe ouvrière soumises à de multiples oppressions : pour de meilleurs salaires, des loyers plus bas, de la garde d'enfants et des soins gratuits pour tous·tes. Les familles et les relations doivent être libérées de la contrainte économique. Il faut mettre fin à la concurrence capitaliste qui empoisonne tous les domaines de la vie.
- Le pouvoir social vient du pouvoir économique. C'est la propriété privée des moyens de production<sup>1</sup> qui confère le pouvoir à la classe des capitalistes, y compris la domination idéologique et l'État. Elles et ils ne défendront jamais volontairement des idées qui menacent leurs intérêts. La classe ouvrière et tous·tes les opprimé·es doivent conquérir le pouvoir et placer les entreprises et l'État sous leur propre contrôle direct. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons réellement déterminer la direction que prend la société.
- Les améliorations nécessaires, comme des crèches gratuites, des conditions humaines dans les soins ou des cours d'éducation sexuelle libres d'intérêts religieux ou pharmaceutiques doivent être financées. Et pas par nous (p. ex. via les caisses maladie), mais par les capitalistes. C'est pourquoi nous devons les exproprier et utiliser leurs richesses pour résoudre les problèmes de la classe ouvrière. !

**« Pas de socialisme sans libération des femmes, pas de libération des femmes sans socialisme ! » (A. Kollontai)**

Concrètement, cela signifie que nous, la JS, prenons la responsabilité d'unifier concrètement les luttes et les organisations de gauche. Cela commence par l'organisation d'une grande manifestation nationale le 11 mars 2023 à Berne. Pour cela, nous construisons une alliance avec les partis de gauche et les syndicats.

---

<sup>1</sup> Le capitalisme se base sur la *propriété privée des moyens de production* : les multinationales, entreprises (etc.) sont des propriétés privées. Cela permet à une minorité de personnes (les capitalistes) d'exploiter et d'opprimer une majorité des personnes (les salarié·es). Les capitalistes *accumulent* ainsi encore plus de propriété, ce qui les rend encore plus puissant·es. La propriété privée n'a pas toujours existé. Notre devoir est de la remplacer par la propriété collective.

Les critères suivants devront guider ce front unitaire :

1. La lutte contre l'oppression de genre comme lutte politique : contre toutes les attaques des capitalistes, pour un programme socialiste que nous défendons ouvertement et démocratiquement
2. Impliquer les organisations de masse : tous les syndicats et les partis de gauche devront participer à la mobilisation. Il est temps de contre-attaquer par le bas !
3. Notre force réside dans notre unité : ne pas reproduire les divisions : tous·tes celles et ceux qui veulent participer à la lutte doivent être mobilisé·es pour la manifestation ; les hommes aussi !

## **MOTIF**

Avec les femmes comme fer de lance, le 8 mars 1917 a marqué le début de la révolution russe. Il en résultera le premier État ouvrier du monde, qui mettra en place des mesures extrêmement ambitieuses pour éliminer l'oppression des femmes, malgré son retard économique. Pour la première fois, les femmes ont obtenu un droit complet à l'avortement et au divorce, et les premières mesures ont été prises pour socialiser les tâches ménagères, comme la cuisine, les soins et l'éducation des enfants.

Tout cela, le capitalisme de 2022 ne peut pas l'offrir, même dans les pays les plus riches du monde. Au contraire, les femmes et les minorités sexuelles et de genre et leurs droits sont attaqués dans le monde entier. On reporte entièrement la crise sur elles, et on voit partout dans le monde des attaques idéologiques qui propagent une vision conservatrice des femmes, des rôles genrés et de la famille et attaquent certaines orientations sexuelles.

Dans le même temps, le capitalisme a multiplié ses richesses pendant la pandémie, tandis que des conditions inhumaines règnent dans les secteurs de la santé, du social et de la vente, où travaillent majoritairement des femmes !

## **En Suisse aussi**

Cette offensive est un phénomène mondial. C'est une expression particulière de l'offensive générale contre la classe ouvrière et les opprimé·es. En Suisse, les capitalistes ont imposé sans ménagement l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes et ne font aucune concession compte tenu de l'état catastrophique du secteur de la santé et des soins. Elles et ils sabotent par tous les moyens la mise en œuvre de l'initiative sur les soins infirmiers.

Cela s'accompagne d'une offensive idéologique, dont le bélier est les initiatives de l'UDC contre l'avortement. Le parti des banques et des multinationales défend l'idée

qu'il est normal que d'autres décident du corps des femmes ou que la dépendance des femmes vis-à-vis de leurs maris dans la vieillesse est conforme à la volonté divine.<sup>2</sup> Elles et ils propagent les visions des sexes et des relations les plus réactionnaires qui soient, parce qu'elles et ils veulent nous diviser et nous monter les un·es contre les autres. Elles et ils défendent leurs intérêts sur le dos des femmes.

La lutte des femmes est une lutte des classes, car elle va à l'encontre des dominant·es. C'est la lutte de la classe ouvrière - des femmes, des hommes, de toutes les personnes de la classe ouvrière - ensemble contre celles et ceux qui ont un intérêt dans les idées fausses et oppressives et qui possèdent les entreprises et le pouvoir de propager et de reproduire ces idées au quotidien. Cette lutte ne peut être gagnée qu'ensemble, uni·es. Et pour cela, nous avons besoin d'un ancrage profond dans la classe ouvrière et ses organisations (comme les syndicats, etc.)

### **Contre la division et la politique de symbole**

Dans la crise actuelle, il est clair que la politique identitaire et de symbole est un outil des dominant·es pour masquer leur politique réactionnaire et orienter notre lutte vers des voies qui ne les menacent pas. Le cabinet de Biden ne manque pas de "diversité", et mène une politique conséquente en faveur des riches. Karin Keller-Sutter est considérée comme féministe parce qu'elle pense qu'on peut résoudre la violence domestique en usant de la répression policière. Il faut réfuter l'idée qu'on pourrait éliminer les inégalités et les oppressions de notre société par des gestes symboliques et de la représentation.

L'UE calcule<sup>3</sup> que les seules améliorations du Gender Equality Index au cours de ces dernières années se sont faites dans le domaine du "pouvoir" : des femmes PDG ou dans des positions politiques importantes. *"Sans augmentation dans le domaine du pouvoir, l'égalité des genres ne progresserait guère"*. Dans le même temps, on constate que *"depuis 2010, les résultats de l'UE dans les domaines de la répartition des tâches ménagères et du travail de soins s'est détérioré de -0.6 point"*. L'amélioration statistique de la situation des femmes au cours de la dernière décennie résulte donc uniquement de l'intégration accrue de femmes à des postes de la classe dirigeante, alors que la situation s'est détériorée pour la majorité.

### **Unité dans la lutte**

---

2 p. ex NZZ 24.1.22: Von wegen «Rentenlücke» – die ledigen Frauen haben die Männer überholt

3 [„Gender Equality Index“ von 2020](#) des European Institute of Gender Equality

Nous ne devons pas nous livrer à des collaborations opportunistes avec des "bon·nes" politicien·nes de droite dans la lutte contre la réforme de l'AVS et les initiatives UDC. Nous devons recourir aux luttes pour expliquer pourquoi la dépendance matérielle des femmes à leurs partenaires crée un terreau fertile pour la violence domestique (AVS), et nous devons expliquer le droit inconditionnel des femmes à disposer de leur propre corps (initiatives sur l'avortement). Nous devons montrer comment la droite est directement responsable de l'oppression, et qu'il faut rompre avec elle !

Tant que les capitalistes posséderont les médias et contrôleront l'État, nous ne pouvons pas changer en notre sens la vision dominante des sexes dans la société. Mais ce que nous pouvons et devons faire, c'est mener cette lutte au sein de notre classe. C'est là que nous pouvons commencer à dépasser les idées et les comportements réactionnaires. C'est un combat difficile, car ces idées sont anciennes et profondément ancrées. Mais nous ne devons pas capituler devant l'ampleur de la tâche et confondre des actions symbolique avec de véritables améliorations ! Seule une unité véritable nous rendra plus fort·es !

### **La responsabilité de la JS**

Pour ces raisons, la tâche la plus importante de la JS est de veiller à ce que cette lutte soit menée, que les masses des opprimé·es la mènent elles-mêmes, que ce soit un combat politique - contre les capitalistes - et que nous la menions de manière unitaire, ensemble, en tant que classe opprimée.

Recommandation du Comité directeur : refuser.

*Cette résolution, qui vise à lutter contre l'oppression des femmes, dispose malheureusement d'un titre plus prometteur que son contenu, qui ne répond pas vraiment à cet objectif. Nous saluons le fait que la résolution reconnaisse que les travailleuses font face à d'autres formes d'exploitation que les travailleurs au sein du système capitaliste. Malheureusement, la résolution porte davantage sur des faits historiques que sur une analyse de la situation actuelle des travailleuses, ce qui explique aussi pourquoi des termes-clés tels que travail du care, sexisme ou même patriarcat n'apparaissent pas dans la résolution, à quoi s'ajoute une conception très binaire du genre. Le fait de désigner comme «programme politique correct» une série de revendications purement économiques, certes tout à fait pertinentes, est donc un peu limité du point de vue du comité directeur.*

*La résolution exige l'organisation d'une grande manifestation le 11.03.2023, qui réunit les syndicats et les partis. Une telle mobilisation féministe où convergent les différentes organisations aura bel et bien lieu en 2023 et elle est d'ailleurs déjà annoncée : le 14 juin 2023 aura lieu la prochaine grande grève féministe. Lors de cette journée, les syndicats et les partis de gauche vont se mobiliser ensemble. Ajouter une*

*deuxième date de mobilisation ne semble pas vraiment réaliste. C'est pourquoi le comité directeur recommande de refuser la résolution.*